

<https://www.paris-normandie.fr/id442849/article/2023-08-25/la-resiliation-de-lassurance-du...>

Par Paris-Normandie

7 min read

La résiliation de l'assurance du Petit-Quevilly rendue caduque... par une erreur de date dans le recommandé

Suite à l'incendie de l'école Robert-Desnos le 30 juin 2023 lors des émeutes urbaines, l'assurance du Petit-Quevilly avait annoncé résilier son contrat avec la commune. C'était sans compter une erreur de date dans le recommandé envoyé à la municipalité.



Le 30 juin dernier, un soir d'émeutes, l'école maternelle Robert-Desnos a partiellement brûlé - Photo Boris Maslard

PARIS
NORMANDIE

Publié: 25 Août 2023 à 11h40 Temps de lecture: 2 min

« *Un mélange de surprise, d'incompréhension et d'agacement* » : la maire du Petit-Quevilly Charlotte Goujon est passée par tous les états à la réception d'un [courrier reçu le 9 août par l'assurance de la ville, signalant que la résiliation](#) fait « *suite à l'incendie du 30 juin 2023* ».

« Prêts à trouver une solution »

Le 30 juin dernier, un soir d'émeutes, l'école maternelle Robert-Desnos a partiellement brûlé, et si Helvetia, l'assurance de Petit-Quevilly, couvrira le préjudice à hauteur de 36 000 euros (franchise déduite) sur les 136 000 de frais, elle signifie son refus de continuer à assurer plus longtemps la commune après six mois de contrat.

Une annonce difficile à avaler pour Charlotte Goujon, alors que la ville s'était vu imposer des conditions « *très dures* » lors de la réalisation du contrat fin 2022, notamment une prime annuelle de 110 000 euros et une franchise en cas d'incendie de 100 000 euros.

Mais l'affaire vient de connaître un nouveau rebondissement : la résiliation a depuis été rendue caduque du fait d'une erreur de date dans le courrier recommandé, et Helvetia s'est dite sur Facebook prête à « *trouver une solution* ».

D'autres collectivités dans la tourmente

L'assurance des collectivités connaît « *une crise exceptionnelle* », assure Ivan Bourasseau, directeur du département en charge des collectivités au sein du courtier Verspieren.

Selon lui, cela est dû à une « *multitude de phénomènes* » dont « *la crise financière post-Covid* » et la multiplication des événements climatiques comme les épisodes de grêle ou les débordements de cours d'eau.

Les violences urbaines du début de l'été, qui vont coûter 650 millions d'euros aux assureurs selon leur fédération, « *c'est la goutte d'eau qu'il ne fallait pas* » pour ce marché des collectivités, assure M. Bourasseau.

Rien que pour la SMACL, le principal assureur des collectivités – qui n'a pas donné suite aux sollicitations de l'AFP –, la facture s'élève à près de 100 millions d'euros. Il s'agit d'un lourd tribut pour l'assureur, en grande difficulté financière depuis plusieurs années, et qui avait même dû être recapitalisé en début d'année de 140 millions d'euros par sa maison mère, la Maif.

« *Ce que vit Petit-Quevilly, il y a énormément de collectivités qui le vivent depuis l'après-Covid* », assure Ivan Bourasseau. Selon lui, « *la réaction des assureurs aujourd'hui quand ils paient un gros sinistre c'est d'essayer de sortir du contrat* ».

Lire aussi

[Sur la métropole de Rouen, quatre logements relais pour les étudiants à partir de la rentrée](#)

[Il veut faire annuler un décret qui gomme sa carrière sous amiante à Saint-Étienne-du-Rouvray](#)

[Visiter autrement \(7/8\). Une chasse au trésor dans Bois-Guillaume, grâce au géocaching](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Emeutes 2023 Petit-Quevilly](#)

[A lire aussi](#)

[Voir plus d'articles](#)

Generated with Reader Mode